

L'ennemi intérieur et la violence extrême : l'URSS stalinienne et la Chine maoïste

Roland Lew



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/868>
DOI : 10.4000/conflits.868
ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2001
ISBN : 2-7475-1118-9
ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Roland Lew, « L'ennemi intérieur et la violence extrême : l'URSS stalinienne et la Chine maoïste », *Cultures & Conflits* [En ligne], 43 | automne 2001, mis en ligne le 28 février 2003, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/868> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.868>

Ce document a été généré automatiquement le 30 mars 2021.

Creative Commons License

L'ennemi intérieur et la violence extrême : l'URSS stalinienne et la Chine maoïste

Roland Lew

Parmi les nombreuses énigmes que pose le socialisme réel, l'une d'entre elles reste particulièrement troublante, sans explication assurée, malgré une abondante littérature et des gloses multiples : la capacité du socialisme réel à atteindre des sommets de violence, concentrés sur certaines périodes, tout particulièrement dans le milieu des années 1930 en URSS, ou durant la Révolution culturelle dans la Chine maoïste¹. Dans les phases paroxystiques de violence, l'ennemi du point de vue du régime se situe certes à l'extérieur du pays ; plus encore, plus essentiellement, il est représenté par l'ennemi intérieur, incarné par des parties du corps social. L'intérieur prolonge le danger venu du dehors ; il possède aussi sa propre existence en relation avec la vie, les problèmes non explicités, irrésolus, mal définis, logés dans la nation et le nouveau régime. Cette menace représentée sous la forme d'un ennemi à saisir et à abattre est, à cet égard, plus fluctuante, plus arbitraire. Ce combat contre « l'ennemi intérieur » est révélateur des problèmes surgis à des moments particuliers de l'existence d'un nouveau régime qui doit faire face à sa société et aux tâches parfois hors du commun qu'il se donne et impose à sa nation. La situation géopolitique du pays, sa situation compliquée sur la scène internationale, peuvent certes éclairer l'apparition et l'importance de la figure de l'ennemi intérieur, beaucoup moins cependant que les problèmes internes. Mon propos ici concerne ce qui relie violence, terreur et identification, désignation de l'ennemi intérieur. Ce qui marque, en quelque sorte, l'autonomie du mouvement intérieur.

Le cadre de la discussion

De quel côté faut-il donc chercher l'explication d'une violence qui semble par son extrémisme se dérober à toute explication commune, et même se placer en dehors d'une continuité historique ?²

Pourquoi, dans ce contexte, le fait de trouver, désigner, nommer un (des) ennemi(s) intérieur(s) a-t-il une telle importance, devient-il un enjeu si essentiel qui mobilise les énergies du régime et des secteurs de la population ? Quel est le lien entre la désignation d'un ennemi intérieur et le déchaînement de violence ? Comment rendre compte des sommets de violence ?

Le propre de l'ennemi intérieur, dans l'Union soviétique et de façon plus générale dans le socialisme réel, c'est d'être « quelque chose » ou quelqu'un (individu, groupe) à « saisir », écarter, parfois à éliminer comme danger apparemment concret, agissant ici et maintenant, dans l'urgence. Pourtant cet « ennemi » est largement insaisissable, obscur, mal sinon carrément indéfini. Ce flou, ce brouillage introduit dans la vie courante du socialisme réel un élément important d'arbitraire dépendant de l'appréciation ou de l'appréhension du pouvoir. Des catégories du monde social se métamorphosent en des cibles obscures, imprécises, désignées un jour, abandonnées le lendemain ou stigmatisées pour longtemps. Ces ennemis ne forment qu'une petite minorité - souvent chiffrée dans le cas du communisme chinois, pour ne pas déborder au-delà de certaines limites fixées ou acceptées par le PCC. Ce n'est pas pour autant une minorité nettement circonscrite : un ennemi, un hors monde vivant dans le monde intérieur, qui délimite clairement l'ennemi du peuple, le radicalement étranger, comme c'est le cas du juif pour les nazis. Il y a quelque chose de beaucoup plus fluctuant, d'incertain dans la désignation de l'ennemi par le régime « socialiste ». Il s'agit d'une figure sans visage ; ou alors le visage est tracé, sculpté par le pouvoir, construit donc par ce dernier. Ce qui est visé concerne les craintes, renvoie à l'instabilité du régime, à ce qui est innommé voire innommable chez et par lui, à ce qu'il fait et ne peut reconnaître. C'est alors tout le refoulé du régime, d'un monde social, et des rapports complexes et tourmentés entre les deux qui fait surface. Des figures de l'irrationnel prédominant, dans « l'oubli », l'impensé, l'impensable, des catégories matérialistes et rationalistes dont se revendiquent les maîtres du pouvoir, dans l'héritage marxiste (et derrière lui des Lumières) et dans la volonté modernisatrice qui les animent.

Le meilleur exemple de cette situation peut se trouver dans le « statut de classe » imposé par le parti communiste chinois, d'abord au monde paysan dans le cadre de la réforme agraire de 1950 ; il est généralisé aux villes dans les années 1950. Il s'agissait au départ de fixer pour chacun son statut de classe (propriétaire foncier, paysan riche, pauvre, moyen, moyen-pauvre, etc.). Les catégories à l'origine ne sont pas sans rapport avec une réalité sociale plus ou moins effective, mais qui est déjà imprégnée d'objectifs politiques. Ainsi dans les villages où il n'y avait plus de propriétaires fonciers (en fuite, ou disparus depuis longtemps), des paysans riches ont été classés comme propriétaires fonciers. Et s'il le fallait (par manque de paysans riches, ou parce que ceux-ci avaient trouvé l'une ou l'autre échappatoire), même un paysan moyen pouvait être placé dans cette catégorie soumise à la répression. Il pouvait d'ailleurs s'agir, entre autres, de règlements de compte interne au village plutôt que d'une désignation imposée par des cadres communistes venus de l'extérieur.

Au fur et à mesure que le système du « statut de classe »³ se répand sur l'ensemble du pays, il devient de plus en plus arbitraire. Il combine d'ailleurs classification sociale (ouvriers, paysans pauvres, etc.) et classification politique (contre-révolutionnaire, fils de martyrs de la révolution, etc.). Plus décisif encore, les catégories deviennent héréditaires, ce qui n'était pas prévu au point de départ ; elles impriment un stigmate indélébile se communiquant du père aux enfants (surtout aux fils), ou un privilège transmissible (le fils d'un héros devenant en quelque sorte un héros, comme s'il s'agissait d'un titre de noblesse)⁴. Assez tôt, vers 1956, des dirigeants communistes ont pris conscience de l'incongruité de cette construction, de son incompatibilité avec le discours marxiste, ou avec une vision moderne du fonctionnement de la société ; sentant trop son « ancien régime ». Le système du « statut de classe » va cependant persister jusqu'après la mort de Mao, et ne sera aboli, presque d'un seul coup, qu'au début de la période réformiste animée par Deng Xiaoping (en 1978-1979). Le socialisme réel chinois a érigé un système ad hoc qui l'autorise à décider arbitrairement (selon les tendances, penchants politiques ou les craintes des maîtres du parti, ou leurs intérêts plus ou moins avouables) quels sont les adversaires, les ennemis, ceux qui sont moins dangereux, ceux qui le sont gravement, qui doit être ménagé, voire devenir un allié. Cet allié peut, au demeurant, se muer en peu de temps en un ennemi, comme ce fut le cas avec les intellectuels en 1957, à l'époque des « Cent fleurs ». D'abord cajolés par Mao, ils sont sévèrement réprimés, dénoncés comme « droitiers » quelques mois plus tard, pour nombre d'entre eux qui s'étaient permis d'émettre des critiques contre le régime.

Le lien est ici établi entre l'organisation du régime, sa réorganisation de la société et l'insistance qu'il met à tracer, à débusquer la figure (éventuellement changeante) de l'ennemi intérieur : de l'ennemi par excellence. Ce statut entretient une fonction d'occultation des enjeux, choix, contradictions du régime et, en particulier, de son chef Mao - celui-ci pratiquant de plus en plus une politique erratique, souvent opaque même pour ses proches. L'ennemi tend à devenir, plus classiquement, un bouc émissaire. Il s'ensuit un processus d'exclusion et d'excommunication politique et, par contre coup, sociale. Cette exclusion, ou cette inclusion (pour les privilégiés), possède aussi la fonction, au demeurant bien banale mais essentielle, de remodeler la structure distributive des avoirs : de fixer la perte de privilèges ou d'établir de nouveaux privilégiés dans un univers de rareté (et même de pauvreté pour la plus grande partie de la population). D'un arbitraire politique sort ainsi une reconstruction sociale qui assure au régime une base sociale, des appuis et désigne des réprouvés : des hommes et des femmes situés à l'intérieur mais aussi considérés comme l'extérieur de l'intérieur⁵. Une certaine raison économique, le matérialisme des intérêts sociaux et de la gestion de la rareté, retrouvent leurs droits dans ce qui paraît dominé par la raison politique, parfois par la déraison du régime, ou de son chef suprême. Comment apporter un peu de lumière sur le lien entre violence et ennemi intérieur ? Comment introduire l'indispensable sobriété ? La raison face à la déraison ; la raison critique face aux raisons, aux « motivations » cachées. A la vision politico-idéologique, ou philosophique (à la H. Arendt), souvent trop générale et facilement détachée du contexte, prenant bien des libertés avec lui ou avec la rigueur, quelquefois le côté pédestre des faits, on opposera ici résolument les apports de l'histoire sociale et politique, le mouvement interne de sociétés en crise dans des moments particuliers. Même s'il est de bon ton de nos jours de renvoyer la théorie du totalitarisme et l'histoire sociale, comme à deux erreurs symétriques dans la compréhension du socialisme réel, victimes de leurs deux visions unilatérales, trop étroites. C'est là une façon commode de perpétuer la théorie

du totalitarisme, tout en reconnaissant ses failles considérables ; de ne pas admettre que c'est justement les avancées de l'histoire sociale qui ont d'abord mis en évidence ces failles, avant que l'histoire « en grand », en acte, celle de la décomposition du socialisme réel, ne réfute plusieurs des points essentiels de l'argumentaire totalitaire.

Il s'agit ainsi de revenir sur des pistes de recherche qui mettent en relation présence, pesanteur du passé et situation nouvelle, issue d'un contexte plus moderne, donc un mélange d'archaïsme et de modernité difficile à démêler par le chercheur, et certainement très difficile à gérer par le pouvoir communiste. C'est tout particulièrement dans le domaine de l'histoire russe et soviétique que cette piste a été explorée, à vrai dire assez tardivement (dans les années 1960), pour ce qui concerne la période soviétique, dans les travaux de Moshé Lewin⁶, et dans l'école de l'histoire sociale de l'URSS⁷ ; ou encore chez Sheila Fitzpatrick et bien d'autres. Cette école était en opposition ouverte au courant d'analyse du totalitarisme (Shapiro, Conquest, etc.) qui lui a manifesté à son tour vigoureusement son hostilité. C'est en étudiant le lien entre les traditions du monde populaire, pour l'essentiel paysan, (folklore, religiosité, démonologie, valeurs propres, « économie morale »...), l'imprégnation dans le système politique ancien de ces traditions (le mode de domination du pouvoir tsariste) et les tâches très particulières du nouveau pouvoir socialiste, que l'on peut proposer une explication, au moins partielle, mais pas partielle pour autant, de cette « irrationalité rationalisée » qui caractérise la démesure de la violence dans le socialisme réel soviétique et chinois.

Sans conteste, il s'agit de réintroduire une dimension plus commune, plus banale dans une histoire à vrai dire peu banale, qui devient une histoire à la fois plus matérialiste (celle de bataille sociale, et d'intérêts sociaux complexes, de survie au milieu de la rareté, de justification plus ou moins consciente), plus complexe, et aussi plus sensible à un substrat anthropologique, celui des valeurs véhiculées, travaillées et retravaillées par et dans l'histoire. Avant de se lancer dans de vastes considérations « célestes », d'une grande généralité pour expliquer une certaine « exceptionnalité »⁸, il y a d'abord à revenir sur la rude terre, sur le champ social, sur des situations précises dans des moments précis. Ce n'est qu'en situant ce qui résiste à ces recherches, à cette explication, que l'on peut définir le hors-norme d'une période. Car il y a, à n'en pas douter, des traits originaux appartenant au XXe siècle, en premier lieu dans les formes de la violence⁹.

C'est dans cette démarche que le débat historique sur le totalitarisme peut trouver sa pertinence. En effet, la discussion sur le totalitarisme, pris dans son extension la plus large, ses tournants, dans tout son argumentaire, depuis ses origines au milieu des années 1920 - quand Mussolini arriva au pouvoir revendiqua, vers 1925, de façon positive la notion de l'Etat totalitaire - peut prendre son sens et sa force explicative. Cela concerne les éléments de discontinuité apportés par l'ère moderne, et les dangers longtemps insoupçonnés véhiculés par cette modernité.

De ce point de vue, la montée du fascisme et de l'hitlérisme décrit comme sa tendance extrême, d'un côté, du bolchevisme dans sa dimension stalinienne, de l'autre, ont nourri de vastes réflexions sur les effets de la modernité, qui chez certains penseurs (dans l'ultra-gauche marxiste, dans l'école de Francfort, notamment) ne se séparaient pas de considérations sur les conséquences du déploiement du capitalisme, voire de la rationalité et des projets issus des Lumières. Le débat sur le totalitarisme fut mené dès les années 1930 dans un vaste éventail intellectuel qui s'étendait de l'extrême droite à

(plus fréquemment) l'extrême gauche antistalinienne¹⁰, avant que le débat ne se focalise sur l'URSS et les pays de l'Est, s'idéologise et s'identifie à des enjeux politiques (ceux de la guerre froide et des camps en présence), malgré les prétentions à la scientificité¹¹.

L'ennemi intérieur : l'URSS en crise¹²

Voyons brièvement, pour ce qui est de la Russie soviétique (l'URSS à partir de 1923), les figures les plus courantes de l'ennemi intérieur. Pendant la période révolutionnaire et la guerre civile, le terme le plus souvent employé est celui de « contre-révolutionnaire ». Celui de « blanc » apparaît également, dans la propagande et dans la correspondance privée ; on peut lire aussi le terme de « bourgeois ». Ces termes sont utilisés par des personnes engagées dans la bataille, dans l'action militante : c'est le régime nouveau qui désigne ses ennemis effectifs et ceux qu'il assimile à ses ennemis. Il fait ainsi de toute opposition une partie intégrante d'un ensemble de plus en plus indifférencié qui réunit des ennemis décidés à l'abattre (les « blancs ») et des critiques et opposants au nouveau pouvoir autoritaire du bolchevisme (le menchevisme, les courants anarchistes à sa gauche, etc.). Il en découle un amalgame entre ce qui arrive effectivement sous une forme menaçante de l'extérieur (l'intervention de troupes étrangères) et de l'intérieur (la contre-révolution sociale armée des blancs) et ceux qui s'opposent de l'intérieur à la menace engendrée par la politique du parti communiste et par sa dictature révolutionnaire et minoritaire. Le bolchevisme isolé, sans alliés après le départ du gouvernement des socialistes révolutionnaires de gauche, à la suite de la signature de l'accord de Brest-Litovsk avec le gouvernement allemand, se comporte comme une citadelle assiégée qu'il faut défendre à tout prix. Le bolchevisme, qui n'était qu'une organisation politique parmi d'autres en 1917, et avant 1917, dans la galaxie complexe de l'opposition au tsarisme - et même un courant parmi les courants du socialisme et du marxisme russe - en vient rapidement, dans la logique de la guerre civile, à une vision du « eux » contre « nous ».

Après la guerre civile, on parle plutôt de « contre révolutionnaires » ou, s'il s'agit de l'ennemi extérieur, de la « bourgeoisie internationale ». Il s'agit d'une terminologie officielle ou militante - il n'y a guère d'imagerie populaire d'un ennemi quelconque, jusqu'à la fin des années 1920. C'est le régime qui propose ou impose sa vision, sans véritable relais par en bas. Avec l'affaire de Chakhty (1928), procès monté par le pouvoir et qui vise des spécialistes - l'intelligentsia technique - formés par l'ancien régime et travaillant pour le nouveau pouvoir, sans pour autant adhérer au parti bolchevik, apparaît la figure du « saboteur ». La propagande menée contre ce milieu trouve un écho favorable parmi les ouvriers, avant tout chez les plus jeunes¹³. Les procès de Chakhty, du « Parti Industriel » et des employés de Metr-Vickers sont destinés à prouver que les « saboteurs » seraient à la solde de l'étranger. Ces offensives s'attaquent à une minorité privilégiée ; doublement privilégiée, car elle est formée dans l'ancien régime tsariste, et elle est fortement avantagée (matériellement) par le nouveau système. C'est en tant que représentant des anciennes couches privilégiées de la Russie, éduquées à la fin du tsarisme, qu'ils sont l'objet de l'hostilité spontanée du monde ouvrier qui rejette leur pouvoir et leurs privilèges¹⁴, ressentis comme incompatibles avec les poussées et les attentes égalitaristes fortement présentes durant les révolutions de 1917, mais venues d'un lointain passé¹⁵. Des clivages dans le parti

communiste se font jour quant au traitement et à la protection à accorder à cette intelligentsia technique. Des hauts dirigeants, de Lénine à Boukharine et à Rykov, Premier ministre après la mort de Lénine, protègent ce groupe social considéré comme indispensable aux tâches modernisatrices du régime (y compris dans sa vision « socialiste »), même si leur soutien a été à l'éclipse, n'hésitant pas à s'attaquer à leurs... protégés¹⁶. Ceci induit des réactions de prudence de la part de l'expertise technique qui souvent refuse de prendre des initiatives et fuit les responsabilités¹⁷. La gestion de l'économie est ainsi rendue plus difficile. Le pouvoir est alors tenté de faire émerger une nouvelle expertise « rouge ». Staline s'appuiera sur les sentiments d'hostilité populaire à leur égard, à la fois pour favoriser son pouvoir (plutôt politico-bureaucratique que techno-managérial), pour trouver des appuis dans le peuple et parmi les nouveaux cadres qui en sont issus, et préparer l'ascension de la nouvelle élite formée et contrôlée par le régime soviétique. Mais dans le groupe stalinien, qui domine seul le pouvoir au début des années 1930, le clivage se reproduit, entre ceux qui défendent l'expertise technobureaucratique, son autonomie de fonctionnement perçue comme indispensable au succès des plans quinquennaux et aux objectifs d'industrialisation rapide du pays - surtout Ordjonikidze, le patron de l'industrie lourde dès 1930, pourtant perçu comme proche de Staline, et qui fut d'ailleurs l'épurgateur de l'intelligentsia technique quand il était, dans les années 1920, à la tête de la Commission de contrôle¹⁸ ; et ceux - Staline en tête - qui s'efforcent de créer une expertise rouge, extraite du monde populaire (ouvrier et paysan) et enrégimentée dans le PC¹⁹.

Derrière un sourd affrontement que Staline, maître de plus en plus incontesté du pays et du parti, gagne au milieu des années 1930, se manifeste une lutte sociale, pour ne pas dire une lutte de classes, avec comme enjeu la nature de la nouvelle élite dominante et donc la nature du régime²⁰. Staline réussit à imposer sa volonté et à constituer la nouvelle expertise rouge - essentiellement les ingénieurs, agronomes, etc., formés à partir des années 1930, les Brejnev et autres Gromyko qui occuperont progressivement les postes de pouvoir, et pas seulement techniques : Gromyko sera rapidement versé dans la diplomatie ; Brejnev fera une carrière de cadre du parti qui l'amènera par étapes continues au sommet du pouvoir. Staline devient à son tour le protecteur de la nouvelle techno-bureaucratie « rouge » qui prend précocement son envol après la période de la Grande terreur en remplaçant les cadres plus anciens, souvent plus compétents mais qui sont décimés par la répression. La manipulation par le régime de vieux et lourds ressentiments à l'égard des élites anciennes ne peut dissimuler l'essentiel : les batailles et enjeux sociaux concernant le nouveau régime et la formation de ses maîtres. Les vagues de purges, qui se veulent antibureaucratiques, aboutissent en fait à une bureaucratisation croissante ; elles favorisent la montée en puissance des appareils chargés du contrôle et de la purge. Qui plus est, il faut remplacer des cadres plus expérimentés par un nombre plus élevé de cadres plus jeunes souvent novices, et pas forcément plus entreprenants. Ces purges - fin des années 1920 et du début des années 1930, à l'époque du lancement très volontariste du premier plan quinquennal - s'appuient sur l'OGPU, le bras séculier du régime. Elles diffusent ainsi une atmosphère d'insécurité et parfois de peur peu propice à l'audace et à l'initiative²¹. Dès le début des années 1930, « les purges montrent qu'il n'y a plus de claire distinction entre le comportement professionnel et politique »²². Il n'y a donc plus de refuge possible dans une technicité ; le politique envahit tout. Et pour Staline et ses proches, les cadres politiques doivent être maîtres de tout.

Le brouillage des distinctions conduit à la perte de repères et au développement d'une opacité dans les rapports sociaux et quotidiens qui entretient, favorise la quête policière, l'identification de l'ennemi intérieur masqué, embusqué au cœur même de la vie sociale et économique. La fantasmagorie de l'ennemi intérieur devient ainsi un système de vie et de gestion du social qui ne peut qu'amplifier la chasse à cet ennemi logé dans la nation, menace perpétuelle contre les visées du régime, contre ses objectifs économiques.

Du côté paysan, le terme « koulak » (dont les origines remontent avant la Révolution) commence sa carrière dans les années 1920, s'amplifie au début des années 1930. On en avait parlé dans les débats au sein du Parti et dans la presse, mais le terme ne désignait pas un ennemi qu'on devait combattre par tous les moyens possibles. Il s'agissait d'une figure que les paysans n'avaient pas trop de mal à identifier, dans un premier temps (à savoir qui était le paysan riche), mais qui commençait à perdre ses traits distinctifs dès que le régime accusait tous les villageois qui faisaient obstacle à la collectivisation d'être des « koulaks » ou leurs « suppôts »²³.

L'instabilité sociale est partout, dans les villes et les campagnes. Aussi, dès l'été 1932, la perception de l'ennemi change : « La lutte ne se déroule plus sur ' un front de classe', mais entre l'agosoudarstvennost (le principe d'Etat) et lastikhiinost (le chaos social)... »²⁴. A partir des années 1932-1933, le critère de classe perd de son importance. L'ennemi désigné n'est plus spécifiquement koulak mais atteint des « éléments socialement dangereux ». Cette conception élaborée à partir de 1935 inclut des catégories variées comprenant aussi bien des vagabonds, des habitants venus illégalement dans les villes, des ex -> koulaks » en fuite, etc. La frontière devient floue entre les « éléments socialement déclassés », les « éléments dangereux », et les anciennes « classes hostiles » ; autant d'ennemis omniprésents, situés de manière arbitraire²⁵.

Les conflits au sein du Parti n'ont pas donné lieu d'emblée à une imagerie spécifique concernant l'opposant qui serait l'ennemi acharné du régime. Les choses commencent à changer, à cet égard, après novembre 1932, quand la direction découvre que Kamenev et Zinoviev, deux des principaux dirigeants au début des années 1920, avaient lu la « Plate-forme de Rioutine » - un dirigeant de la région de Moscou qui avait rédigé une critique sévère du régime stalinien ; il avait été arrêté et liquidé, sans dénoncer au Comité Central les auteurs du texte. Apparaît alors le terme de « l'homme à double face » (« dvourouchnik »). « Un ennemi avec la carte du Parti est plus dangereux qu'un contre-révolutionnaire qui s'avance à découvert » (Pravda, novembre 1932)²⁶. Le terme et la menace qu'il implique sont à l'usage des militants qui connaissent bien le cas du camarade ayant quelques doutes quant à la « ligne générale ». Ce dernier n'est pas forcément un ancien opposant. Au début de l'année 1937, il y a ainsi à peu près autant d'anciens communistes que de membres du Parti (autour de 1,5 million)²⁷. Il est notable, cependant, que les opposants ne soient pas accusés de desseins subversifs avant décembre 1934, au moment de l'assassinat de Kirov. Le premier Grand Procès de Moscou, en août 1936, relance la notion et la critique du « trotskisme » - déjà utilisée dans les années 1920, mais qui avait alors servi contre Trotski, un opposant affiché et prestigieux. L'accusation, une des plus infamantes et des plus dangereuses qui puissent être proférées, prend de l'ampleur, sans commune mesure avec le petit nombre de trotskistes ; elle touche des cibles arbitrairement désignées. Le trotskisme, dans lequel peu de personnes se reconnaissent, est considéré comme le principal danger qui guetterait le régime. De nouvelles accusations s'ajoutent peu après. En novembre 1936,

on commence à parler à nouveau de « saboteurs » au sein de l'économie nationale ; il s'agirait des « ennemis du peuple » à cause des graves accidents de travail qu'ils auraient provoqués. L'idée est reprise, acceptée cette fois encore par la population qui est prête à sévir contre tout supérieur détesté (et il n'en manque pas dans ces années à la fois agitées et répressives) dès lors qu'on peut, avec l'appui du régime, le dénoncer comme « ennemi du peuple ».

En 1937, au sommet de la Grande Terreur, Staline incite même la population à s'attaquer aux cadres, et à les dénoncer dans ce qui est une utilisation et un détournement par les sommets du parti d'une haine antibureaucratique - des nouveaux dominants - répandue dans le peuple. Cette « opération » apparaît vite comme dangereuse pour le régime lui-même et tourne court²⁸.

Les risques d'un antibureaucratisme bureaucratique seront confirmés sur une échelle plus grande, et dans un autre contexte, par la Révolution culturelle lancée à l'initiative de Mao dans la Chine en éruption des années 1966-1968. Cette vague de mobilisation populaire ne dure pas longtemps, un peu plus longtemps en Chine que dans l'URSS stalinienne. Dans les deux cas, derrière les visées, les peurs, les actions et réactions d'autodéfense du régime, c'est une grave crise sociale qui déploie ses effets ; c'est aussi le détournement par le peuple et contre le pouvoir, du discours manipulateur du régime. C'est fait avec les moyens à la disposition d'un monde populaire devant faire face à un pouvoir très autoritaire. C'est-à-dire dans un rapport du faible au fort. Il s'agit d'un rapport foncièrement inégal, où le rejet, le refus se drapent dans les apparences de l'obéissance, pour ne pas dire en surenchérissant le discours du régime, le dénaturant ainsi subtilement. Cette surenchère de ceux d'en bas, pour se protéger ou pour pouvoir manifester leur hostilité sans prendre trop de risque à l'égard de ce qui leur est imposé (la pression productiviste, etc.) et contre ceux qui les briment, est elle-même la réponse à une surenchère venue du pouvoir (dans la désignation de plus en plus arbitraire donc menaçante de l'ennemi, dans l'ultravolontarisme industrialisateur, dans la collectivisation forcée, dans la répression). Elle enclenche à son tour une surenchère de plus en plus grande du régime, et une violence de plus en plus indiscriminée des petits et moyens cadres qui tentent de maîtriser un chaos grandissant ; ou qui s'efforcent de détourner vers d'autres la menace qui pourrait les atteindre.

Une spirale de violence s'ensuit qui atteindra son acmé pendant la Grande Terreur (1937-1938), qui se présente à la fois comme une terreur venue d'en haut, voulue et orchestrée par le chef suprême Staline, et une terreur relayée et amplifiée, visant des cibles particulières aux niveaux intermédiaires et à la base du pouvoir. L'impulsion vient d'en haut : une douzaine d'opérations sont lancées secrètement par Staline et Ejov, le commissaire du peuple à l'Intérieur. Elles s'attaquent à des catégories ciblées d'ennemis : « ex-communistes », « ex-socialistes révolutionnaires », « bandits », « éléments socialement et politiquement étrangers », (ex-nobles, ex-koulaks), etc. Parfois la répression atteint « l'ennemi étranger », « l'espion », ou des personnes ayant des liens avec l'étranger. Les cibles sont beaucoup plus diverses que les membres du parti. Il s'agit en fait d'une guerre sociale, voire d'une guerre contre le peuple davantage que d'un grand règlement de compte intra-parti²⁹. Un « jeu », si l'on ose dire, qui est terriblement cruel et largement incontrôlable, et ne peut fonctionner que dans l'obscur, la dissimulation, la négation des enjeux réels, l'incompréhension de ses tenants et conséquences, la difficulté à en maîtriser les effets pervers et destructifs (voire autodestructeurs du régime).

C'est dans ce contexte très lourdement chargé que se répand un imaginaire sur la conspiration universelle. On trouve là une vision omniprésente, profondément enracinée dans l'histoire russe et dans les mentalités qui se sont forgées dans cette histoire ; elle prend une ampleur considérable dans l'Union soviétique tourmentée, par bien des côtés déboussolée, des années 1930³⁰. La crise d'un monde soviétique accablé de maux, qui ne peuvent jamais être véritablement expliqués, amplifie la tendance de la population à ressentir et parfois exprimer une suspicion généralisée, à partager une perception, commune dans le peuple et l'élite, sur une impénétrable machination qui agit à tous les niveaux. Tout peut se passer et se passe. L'ennemi est ici et partout ; c'est « *l'ennemi aux écoutes* » dont parle V. Klemperer à propos de l'Allemagne nazie³¹.

C'est sans doute le danger d'effet en retour menaçant pour le régime qui contraint la propagande à moins insister sur les méfaits antipopulaires des « ennemis » à partir des derniers mois de 1937. L'image devient floue, on parle « d'espions », « d'ennemis » tout simplement. En 1939, on cesse toute propagande dans ce sens. Ceci ne signifie pas que la population ne soupçonne pas des intentions hostiles. Des mesures impopulaires, comme le durcissement de la législation concernant la discipline du travail ou l'introduction des frais d'enseignement dans les lycées et au-delà, sont parfois attribuées à des « ennemis ». Il en va de même de la crise de l'approvisionnement en produits alimentaires en 1939 et en 1940. Les « ennemis » en question ne sont plus ceux de la propagande de 1936-38. Il est clair qu'il s'agit de l'élite.

Pour le peuple, la Grande Terreur est une terrible souffrance imposée à beaucoup par le régime. C'est, plus encore, une infortune subie par le peuple, un malheur parmi d'autres, dans la longue histoire de ses souffrances : quelque part entre la famine et le sévère rationnement³². La Grande Terreur, comme offensive à l'intérieur et contre l'élite, serait un moindre mal pour le peuple si celui-ci était épargné. Mais ce n'est pas le cas. La menace qui vise d'abord explicitement l'ennemi doublement intérieur, dans le pays, et plus étroitement dans le parti, finit par déborder et atteindre tout le monde. C'est Staline qui précise de façon inquiétante, juste après l'exécution du maréchal Toukhatchevsky en juin 1937, que l'ennemi du peuple ne concerne pas seulement les oppositionnels « identifiés » (droitiers boukhariniens ou la gauche trotskiste) : personne n'est à l'abri³³. En 1938, la Grande terreur, qui devient un véritable mouvement d'autodestruction du régime, est arrêtée, à la façon de Staline, d'en haut, presque d'un seul coup, et par des purges. Cet arrêt fait suite au troisième Grand procès de Moscou, au début de l'année 1938. Ce procès envoie un signal mais aussi un avertissement à la nouvelle génération des jeunes cadres formés par le régime, celle qui vient tout juste de remplacer les cadres purgés. Le signal leur indique qu'ils seront protégés, que leur stabilité est assurée, mais en échange d'une allégeance inconditionnelle à l'égard du régime³⁴. C'est là une promesse qui sera pour l'essentiel respectée, permettant à cette génération fort jeune de devenir les vieillards quelquefois séniles qui dirigeront le pays encore dans les années 1960, 1970 et pour certains même les années 1980.

Malenkov, homme lige de Staline, fait un discours en janvier 1938 au plenum du Comité central ; il y dénonce avec un calme cynisme « les abus », l'expulsion de « bons communistes » et « l'attitude formaliste, bureaucratique à propos des demandes des personnes (sous entendu injustement - RL) expulsées »³⁵. Sans pour autant que les survivants, sauf rares exceptions, soient libérés des camps³⁶. C'est officiellement au 18e congrès du parti en mars 1939 que la Grande Terreur est arrêtée, par le sommet comme

elle avait été lancée. Non sans une épuration préalable de l'appareil policier qui avait lui-même été en charge des terribles épurations. Béria prend, fin 1938, la place de Ejov, le chef du NKVD ; celui-ci et une partie de ses services sont éliminés à leur tour.

Ce résumé sommaire d'un dossier complexe nous aide à préciser le degré de diabolisation et d'invention de l'ennemi. Autrement dit, c'est le passage de catégories sociales, en principe définies dans un cadre programmatique rationnel (ou à prétention rationnelle), à des catégories *ad hoc* choisies par le régime : la dénomination de l'ennemi change vite et souvent, selon les impératifs du régime, sa perception du danger venu de la société ou de l'intérieur du parti.

Mais à quoi renvoie cette dénomination de l'ennemi intérieur ? L'ennemi intérieur est-il effectivement un démon dans l'imaginaire populaire ? La réponse semble positive et correspondre, dans le monde soviétique enraciné dans les valeurs populaires russes, à une vision que le peuple entretient spontanément avec ce qui est extérieur à son cadre de vie et lui est étranger, « *alien* » : « l'autre », cet inconnu est souvent une menace, et est facilement perçu comme un démon. Il faut y voir la prégnance de la religion populaire, avec ses traits propres. Il s'agit d'une thématique qui est fort étudiée de nos jours en vue de comprendre les éléments de continuité entre passé russe ancien et passé récent soviétique. Ce qui s'y exprime, c'est un puissant sentiment d'altérité ressenti dans le peuple entre « eux », ceux d'en haut, et « nous », le peuple. « Nous » contre « eux », un corps étranger au peuple, les étrangers dans la nation, les étrangers au peuple : c'est le parti comme une caste, les Juifs, parfois les Géorgiens ou d'autres ethnies³⁷. Cette dichotomie manifeste le mécontentement populaire, jusqu'à insister sur le côté non prolétaire des cadres du parti, et surtout de sa composante juive, considérée comme nombreuse et puissante. Au point de rendre parfois populaire la Grande terreur qui s'attaque à tant de cadres honnis³⁸.

L'ouverture des archives depuis la fin des années 1980, donne accès aux dossiers internes du régime, au travail minutieux d'investigation policière (NKVD dans les années 1930), investigation qui, par nature, traque, transcrit, reflète la grogne populaire plutôt que les sujets de satisfaction. Les journaux intimes, un domaine exploré depuis une décennie seulement, ouvre un pan de savoir, une lucarne sur le quant-à-soi, l'intime, ou du moins le singulier. Une dimension, celle du soi, voire du souci de soi, qui paraissait jusqu'ici hors d'atteinte de l'investigation. La confrontation de ces deux sources nous aide à voir plus clair, du moins à accéder à quelque lueur dans ce qui travaille la société soviétique, dans les comportements attendus, espoirs et craintes de l'homme et de la femme soviétiques³⁹.

La démonologie si vivante encore à la période soviétique est une extension d'une démonologie - d'une ancestrale présence du surnaturel⁴⁰ - familière qui est, au demeurant, assez bien intégrée dans la vie du monde populaire, dans le quotidien paysan. Elle s'adresse en fait, dans l'univers des années 1930, davantage à la vie ambiante, aux petits chefs locaux et tyrans proches, qu'elle n'atteint les cibles nommément visées par le régime, par ceux d'en haut - dont les accusés des grands procès de 1936-1938, et le démon par excellence mais lointain, hors du territoire : Trotski. Parfois, cette démonologie s'attaque aux grands chefs du régime. Si, en effet, la menace et le démon sont partout, si dans une logique d'inversion très caractéristique de la religiosité populaire, le diable est indéniablement présent dans des créatures d'ici-bas, un Staline, ou un Molotov, inspireurs et maîtres de la cruelle collectivisation des terres, ne seraient-ils pas, aux yeux de certains paysans, ou d'ouvriers des villes

(souvent des paysans déplacés vers les villes) des représentants du Malin sur terre ? C'est l'arme du fort (son discours comme norme obligée) retourné par le faible⁴¹. C'est le renversement symétrique souvent pratiqué par le paysan russe traditionnel : le traître désigné par le pouvoir devient la trahison du pouvoir responsable de la collectivisation forcée et des autres maux qui accablent le paysan et anéantit son mode de vie communautaire.

Ainsi est mis en évidence la distance, sinon l'altérité entre le régime « populaire » et son peuple. Se manifeste la résistance discrète, pas à pas, peu visible et guère spectaculaire, évitant en tout cas, le plus souvent, le risque d'affrontement avec plus puissant que soi, résistance que décrit dans un autre contexte J. Scott⁴². C'est le réinvestissement de la démonologie officielle, qui fait fond sur des aspects précis et fortement présents de la religiosité des humbles, par ce même monde populaire, renvoyant contre le régime son discours, et marquant ainsi, mais avec la prudence de celui qui est en position de faiblesse, la distance sinon le gouffre entre le peuple paysan (et ouvrier-paysan des villes) et le régime. Le religieux peut aussi être l'expression de « l'économie morale » du monde paysan, de ses sentiments et perceptions, une fois qu'il est déplacé dans les villes. De ce point de vue, le peuple est naturellement honnête et bon ; ceux d'en haut (y compris les petits chefs), eux, vivent en volant les travailleurs. Parfois le regard est plus directement social, il dévoile un mécanisme d'exploitation : l'élite travaille pour ses propres intérêts ; le stakhanovisme est vu comme une forme d'exploitation du monde du travail. Bref, l'ennemi c'est le privilégié, de plus en plus le privilégié du parti⁴³.

Les sources d'archives « montrent que le peuple ordinaire s'arrangeait pour tromper le censeur, cherchait des sources alternatives d'information ou des idées sous forme de rumeurs, lettres personnelles, brochures et inscriptions. Le peuple se servait aussi de discours opposés, incluant le nationalisme, l'antisémitisme, le populisme qui se révélaient être des influences tenaces malgré les efforts pour les éradiquer »⁴⁴. Ce détournement explique l'hésitation du régime à persister dans l'utilisation de cette démonologie. Ce démon agissant avec virulence dans le système soviétique est une création du pouvoir nouveau ; une manipulation consciente par le régime de l'intériorisation populaire de la démonologie, et de la notion « du hors monde », capable de tout - du bien comme du mal - de celui qui vient d'ailleurs. Cette manipulation délibérée, on la voit nettement en action dans la création du mausolée Lénine en 1924, et dans le débat, fort agité, qui se déroule alors dans les sphères dirigeantes à propos de cette canonisation consciente du créateur d'un pouvoir farouchement athée, donc d'une utilisation ou, plus exactement d'une tentative de détournement et de captation de tradition religieuse du monde populaire, tradition que l'on prétend par ailleurs combattre⁴⁵. Il y a eu d'ailleurs des résistances dans les milieux bolcheviks à cette sanctification du chef décédé - à commencer par la veuve de Lénine - et de bien d'autres. Mais ils se sont heurtés et ont été « contrés » par Staline, l'ancien séminariste, devenu secrétaire général, qui était bien placé pour savoir la force du religieux parmi les populations de l'ancien empire tsariste. Le régime a fini par être pris, englué, pour le moins « contaminé » par ses manipulations. Les interventions, les choix et problèmes internes au régime doivent être ainsi pris en compte pour comprendre cette peur généralisée de la conspiration. La crise sociale, l'insécurité psychique répand ses effets autant dans les élites que dans le peuple. On peut y déceler « l'expression des tensions psychiques et mentales et des valeurs des fonctionnaires et des dirigeants d'un appareil d'Etat en plein essor au milieu d'une civilisation rurale encore archaïque et en conflit avec elle »⁴⁶. La manipulation, l'imprégnation des

valeurs populaires pénètrent d'autant plus le régime que celui-ci cherche dans les couches populaires à la mentalité fort archaïque - plus archaïque, par certains côtés, au lendemain de la guerre civile, 1918-1921-1922 qu'en 1917 ou 1913 - des appuis et ses nouveaux cadres : la nouvelle élite. Le monde paysan collectivisé de force, surtout les ruraux poussés vers les villes qui forment le prolétariat de l'URSS en voie d'industrialisation, « ruralisent » l'ensemble social, y compris les villes où ils affluent massivement dans les années 1930. « Déruralisation » des campagnes par la collectivisation violente et « ruralisation » des villes (M. Lewin) par une paysannerie largement traditionnelle, ainsi se forge le visage d'une Russie où l'archaïsme - les valeurs traditionnelles, « la civilisation paysanne » - véhiculé par le paysan se répand plus encore que la modernisation voulue par le régime bolchevik, version stalinienne. Cette modernisation ne se sépare pas « d'une profonde retraite culturelle et d'une dégradation de la culture »⁴⁷ ; elle correspond à une logique interne au régime, à la manière dont il réagit aux problèmes qu'il subit ou qu'il a lui-même engendrés. Il s'agit, à tout le moins, d'une instrumentalisation moderne (pour un projet de modernité, par des moyens modernes, par une volonté moderne d'enrégimenter et de mobiliser les masses) de traditions, modes de pensées, mentalités anciennes. Mais cela implique aussi une réponse ancienne à un contexte nouveau. L'interpénétration de l'ancien et du moderne est si forte qu'il devient difficile de démêler la part de l'un et de l'autre. Plus encore, « l'archaïsme » s'incorpore aux avancées de la modernité non seulement pour les années tourmentées de la première décennie de la dite « construction socialiste », les années 1930, mais bien au-delà. Certains chercheurs estiment que cette présence de l'ancien est encore vivace aujourd'hui dans les campagnes, et dans une moindre mesure dans les villes.

Il y a un rapport fort entre cette manipulation des valeurs populaires et la violence de la période des années 1930. Le lien doit aussi être établi entre la violence constitutive du nouveau régime, celle qui traverse le monde populaire, et la violence entretenue, portée au paroxysme par le pouvoir dans son action, souvent erratique, de bâtisseur d'un monde nouveau. Ce qui est hors du commun renvoie à la nature intense de la crise du fonctionnement de la société (comme dans les années 1930 en URSS), crise que doit gérer ou, plus exactement, que ne parvient pas vraiment à gérer le régime. La volonté de modernisation rationalisée, ou pour l'exprimer d'une autre façon, la logique de construction « socialiste » comme forme de rationalisation du capitalisme (à la fois industrialisation dans la continuité du capitalisme et gestion postcapitalistique de cette construction) entraîne une crise sociale qui affecte toutes les sphères de la nation. Par effet de retour, elle incite le nouveau pouvoir à se lancer dans une surenchère de violence, à répondre de plus en plus brutalement à des maux de plus en plus difficiles à résoudre dans le contexte de l'époque. Tout doit plier devant la volonté de « modernisation socialiste » ; et tout résiste pourtant, le social mais aussi la nature souvent ingrate, la rude nature russe ; rien ne suit parfaitement les desseins volontaristes mais aussi classiquement modernistes des chefs bolcheviks autour de Staline. D'où l'exaspération d'un Staline qui avait clairement proclamé, en 1931, qu'il s'agissait de rattraper de 50 à 100 ans de retard en 10 ans, et sa détermination à brusquer les étapes, à forcer le cours de l'histoire. Les inévitables résistances du réel, social et celui de la nature, ne lui paraissaient interprétables qu'en termes d'ennemis, surtout intérieurs, décidés à faire obstacle à l'indispensable tâche de développement accéléré.

Tout cela est rendu plus redoutable par le non dit. L'intrigue fait partie courante de la vie politique. Les directives de Staline, si contraignantes, sont souvent délibérément vagues, peu claires. Les plus explicites sont souvent secrètes⁴⁸. Pour répondre à l'incertitude, et à l'anxiété toujours présente, il n'y a que des déclarations imprécises, souvent laconiques, ou obscures qui doivent être interprétées, et qui incitent à la surenchère : un comportement qui consiste à se protéger, ou à asseoir et à agrandir son autorité, son pouvoir. On trouve ainsi à l'œuvre, dans un contexte différent, une sorte de logique de « radicalisation cumulative » dont parlent des chercheurs à propos du nazisme. De même, comme dans le cas du nazisme, le flou des directives pousse les cadres à travailler dans le sens du chef (la transposition de la thématique « travailler en direction du führer »), donc à anticiper, à amplifier ce que les cadres croient comprendre des intentions du chef. L'autonomie des cadres est moins grande dans le cas soviétique. En revanche, l'on trouve la même logique chaotique. Elle découle d'inextricables conflits d'intérêts entre bureaucraties diverses. La différence essentielle, on la trouve dans l'absence de purge généralisée à l'intérieur du régime nazi : l'ennemi - exception faite de la minorité juive - et la réponse aux problèmes intérieurs et aux contradictions de plus en plus lourdes du régime sont projetés à l'extérieur de la nation : dans les conquêtes européennes et mondiales.

« *L'image de la 'subversion' et de la 'conspiration' montre un sombre sentiment de suspicion et de menace dans les relations entre dominants et dominés* »⁴⁹. La terreur durant l'année 1937 prend une forme quasi populiste, permettant, dans une certaine mesure, au peuple d'assouvir un désir de vengeance contre des secteurs du pouvoir ; contre ceux que leur laissent ou leur livrent les maîtres du régime autour de Staline, ou encore contre certains petits chefs qui mettent en œuvre et amplifient les règlements de compte lancés par les sommets⁵⁰.

La tension entre la démesure, son déploiement irrationnel, son cadre dictatorial (voire de pleine tyrannie) et les objectifs d'une modernisation comme rationalisation économique et sociale rend impraticable une gestion rationalisée (même pas de type bureaucratique) des problèmes - ce qui était l'objectif de ceux qui voulaient protéger l'expertise scientifico-technique et accélérer la révolution culturelle. Cette tension exclut l'identification, la clarification en termes rationnels, de la crise sociale en cours. La gestion chaotique de l'administration et de la vie économique, l'écart considérable entre ce qui est édicté en haut et ce qu'il en résulte en bas, au niveau local, partout, accroissent la distance entre les principes du régime et ce qui se mène concrètement⁵¹. Un abîme sépare les proclamations du régime et les réalités vécues par la population. Ce qu'atteste la confrontation entre le discours bolchevik émancipateur de la période des premiers plans quinquennaux et les régressions sociales découlant des options inégalitaires voulues par le pouvoir stalinien dans les années 1930. Il y a ainsi un décalage entre l'ambiance « prolétarienne » exaltée et la montée effective de ce que Vera Dunham a appelé « les valeurs de la classe moyenne »⁵².

Le régime élabore, teste son projet en avançant, par tâtonnement, en improvisant, en ajustant sans cesse. Et le résultat, le socialisme réel soviétique est une construction, pour ne pas dire une invention particulière, mais dont l'aboutissement constitue aussi, par bien des côtés, un banal système d'exploitation du travail et de formation d'une société de classe : un résultat inavouable à soi (les nouvelles élites) et aux autres (le peuple exploité). C'est d'autant plus inavouable que l'intense mobilisation des énergies nécessaires à l'accomplissement des tâches colossales d'industrialisation, au

remodelage de la société, implique un système de justification et de fortes promesses à l'égard du peuple ; ou alors l'écrasement de toute résistance. D'où l'importance de désigner l'ennemi et le besoin qu'il soit identifié et reconnu - intériorisation, adhésion - par le monde populaire au travers de ses valeurs propres, sans que les véritables enjeux ne puissent jamais être assumés. D'où l'ambiance fantasmagorique, la démonologie à la place de l'impossible explication.

Mais le détournement de cette démonologie du régime, de son discours - même s'il ne faut pas sous-estimer la capacité du régime à obtenir une véritable adhésion, notamment de ceux qui participent à un phénomène d'ascension sociale - montre la limite de l'exercice, et les bornes à l'aveuglement du monde populaire.

NOTES

1. Ce travail d'un chercheur comparatiste s'appuie sur les travaux de chercheurs du domaine soviétologique et de sinologie contemporaine, ainsi que de politologie que je voudrais remercier ici : Ming Janin, Myriam Desert, Véronique Garros, Macha Tournier, Gabor Rittersporn, Yuri Tabak, Yves Viltard, qui ne sont en rien responsables de l'usage des informations et des idées qu'ils m'ont fournies ou suggérées, ou des erreurs que j'ai pu commettre.
2. Voir M. Dreyfus et R. Lew, « Communisme et violence », in *Le siècle des communismes* (collectif), Paris, Editions de l'Atelier, 2000, p.483 et ss.
3. J. F. Billeter, *Le système des « statuts de classe » en République Populaire de Chine*, Ronéoté, Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales, Lausanne, février 1986.
4. Ibid., p.10 et ss.
5. Ibid., p.30 et ss., p.36 et ss.
6. M. Lewin, *La formation du système soviétique*, Paris, Gallimard, 1987, (premier édit. Américaine, 1985) ; il s'agit d'un recueil d'articles, certains datant des années 1960.
7. R. Lew, « Grappling with Social Realities : M. Lewin and the Making of Social History », in N. Lampert and G. Rittersporn édits., *Stalinism its Nature and Aftermath*, Londres, Macmillan, 1992, p. 123.
8. On peut être d'accord avec les remarques conclusives de P. Hassner (in H. Rouso, dir., *Stalinisme et nazisme, histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Complexe, 1999, p370) : « Pour parodier l'une des phrases de Kant les plus souvent citées : des concepts philosophiques coupés de l'expérience historique sont vides, des analyses historiques coupées de l'interrogation philosophique sont aveugles », tout en constatant, comme le montre bien l'ensemble de son article que les nouveaux savoirs sur l'expérience historique du socialisme réel modifient fortement, en fait, me semble-t-il, du tout au tout, la vision historico-philosophique qu'on pouvait en avoir ; autant les autojustifications marxistes-léninistes, complètement disqualifiées aujourd'hui, que les visions de l'école totalitariste que certains essaient de « requalifier » vaille que vaille ces temps-ci.
9. M. Dreyfus et R. Lew, op. cit., pp.483-498.
10. R. Lew et Y. Thanassekos, *Les enjeux actuels du débat sur le totalitarisme*, Contradictions, Bruxelles, 51, 1987 ; E. Traverso, introduction au livre *Le totalitarisme*, Paris, Le Seuil, 2000.
11. Seulement après la Seconde guerre mondiale, et après la parution du roman de G. Orwell, 1984 (1949) et de l'essai influent de Hannah Arendt, *Les origines du totalitarismes* (1951). Le livre

d'H. Arendt est l'ouvrage le plus célèbre sur le totalitarisme, ou plus exactement, il est aujourd'hui le plus célèbre. Mais il vient après plus de deux décennies de réflexions sur le phénomène totalitaire. Sa force tient justement à la force de conviction d'H. Arendt : d'avoir pensé un phénomène nouveau dans sa radicale nouveauté, et de l'avoir ainsi pensé philosophiquement. C'est à la fois sa grandeur et sa faiblesse. Car ce fut au prix d'affirmations tranchées et peu fondées sur les réalités à l'œuvre de l'Allemagne nazie et de l'URSS stalinienne ; à une époque (fin des années 1940) où le savoir sur ces régimes et sociétés était encore limité. Ce qui n'est pas une justification pour une certaine arrogance tranchante arendtienne et encore moins pour perpétuer des jugements aussi peu fondés.

12. Cette partie doit beaucoup aux informations fournies par G. Rittersporn.

13. N Lampert, *The technical intelligentsia and the soviet state : a study of soviet managers and technicians, 1928-1935*, Londres, 1979, p39 et ss. ; K. Bailes, *Technology and society under Lenin and Stalin ; origins of the soviet technical intelligentsia, 1917-1941*, Princeton UPress, 1978, p.69 et ss.

14. Bailes, op. cit., p130 : les spécialistes d'ancien régime pouvaient gagner de 5 à 7 fois le salaire d'un ouvrier qualifié.

15. Sur l'hostilité tenace de la population ouvrière à l'égard des ingénieurs et techniciens, hostilité venue de loin mais qui se prolongera dans les années 1930, avant que la figure de l'ingénieur ne soit de plus en plus valorisée et source de prestige, voir N.Lampert, op. cit., p108 et ss.

16. Bailes, op0 cit., p52 et ss., sur Lénine ; sur Boukharine qui fait preuve d'abord d'indifférence, p81 et ss. ; sur les « new patrons », p141 et ss.

17. Ibid., p.130.

18. Ibid., p.144 et ss.

19. N. Werth, « Staline et son système dans les années 1930 », in H. Rousso (dir.), op. cit., p55 et ss. : sur la formation de la nouvelle expertise rouge.

20. Mais dès 1930, le groupe stalinien prend le contrôle du gouvernement, voir N. Werth, op. cit., p61.

21. D. Shearer, *Industry, state, and society in Stalin's russia*, Cornell UPress, 1996, p.187 et ss.

22. Ibid., p.203.

23. L. Viola, *Peasant rebels under stalin collectivization and the culture of peasant resistance*, NY, 1996.

24. N. Werth, « Logiques de violence dans l'URSS stalinienne », in H. Rousso (dir.), op. cit., p108.

25. Ibid., pp.112-113.

26. Cité par N. Werth, « Logique de la violence », op.cit., p114.

27. Ibid., p115.

28. A. Getty, *Origins Of The Great Purges : The Soviet Cp Reconsidered, 1933-1985*, Cambridge UPress, 1985 ; et G. Rittersporn, *Simplifications staliniennes et complexités soviétiques, 1933-1953*, Paris, Editions des Archives Contemporaines, 1988.

29. N. Werth, « Logique de violence », op. cit., pp116-117.

30. G. Rittersporn, « The omnipresent conspiracy : on soviet imagery of politics and social relations in the 1930s », in *Stalinism Its Nature And Aftermath*, op. cit., pp.101-120.

31. V. Klemperer, LTI, *La langue du III° Reich*, Paris 1996, p.125.

32. S. Fitzpatrick, *Everyday stalinism*, Oxford UPress., 1999, p.192.

33. Ibid., p.199.

34. N. Werth, *Les grands procès de Moscou*, Complexe, Bruxelles, 1987.

35. Cité par S. Fitzpatrick, *Everyday...*, op. cit., p.217.

36. Ibid.

37. S. Davies, *Popular opinion in Stalin's Russia*, Cambridge UPress, 1997, chapitre 6 « Us against Them », pp.1 et 24-145 ; en particulier pp.129-130.

38. S. Davies, *ibid.*, p.131.

39. *Intimacy and terror, soviet diaries of the 1930's*, V. Garros, N. Korenvsckaya, T. Lahusen, édits., NY, New Press, 1995. ; G. Rittersporn, *The omnipresent conspiracy...*, op. cit.
40. M. Lewin, *La formation...*, op. cit., partie sur « La vie rurale : coutume et magie », pp.71-128 ; p. 381 et ss.
41. J. Scott, *The weapon of the weak Everyday forms of peasant resistance*, New Haven, 1985.
42. J. Scott, *Domination and the arts of resistance*, Yale UPress, 1990 ; en particulier chap.1, « Behind the official story », pp.1-16.
43. S. Davies, *Popular*, op.cit., p.134 et ss.
44. *Ibid.*, p.7.
45. N. Toumarkin, *Lenin lives ! The Lenin cult in soviet Russia*, Cambridge,1983.
46. M. Lewin, *La formation...*, op. cit., p.396.
47. *Ibid.*
48. S. Fitzpatrick, op. cit., p.24 et ss.
49. G. Rittersporn, op. cit., p.115.
50. S. Davies, op. cit., p.144.
51. A. Getty and R. Manning (edits), *Stalinist terror : new perspectives*, Cambridge UPress, 1993, p. 4.
52. V. Dunham, *In Stalin's time, middle class values in soviet fiction*, Cambride UPress, 1976.
-

INDEX

Index géographique : Chine, Russie

Mots-clés : dictature, ennemi, massacre de masse, terreur

Index chronologique : guerre froide